



CHAPITRE 75

Loi modifiant la charte de la cité de Sherbrooke

[Sanctionnée le 14 mars 1951]

Préambule.

ATTENDU que la cité de Sherbrooke, par sa pétition, a représenté qu'il est dans l'intérêt de la cité et qu'il est nécessaire pour la bonne administration de ses affaires, que sa charte, la loi 1 George VI, chapitre 105, modifiée par les lois 2 George VI, chapitre 110; 3 George VI, chapitre 108; 4 George VI, chapitre 84; 6 George VI, chapitre 77; 9 George VI, chapitre 76; 10 George VI, chapitre 60; 11 George VI, chapitre 85; 12 George VI, chapitre 55 et 14 George VI, chapitre 86, soit de nouveau modifiée aux fins de lui donner de plus amples pouvoirs; et

Attendu qu'il est à propos de faire droit à la demande contenue dans ladite pétition;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Annexion.

1. Le territoire dont la description suit à savoir: partant du point d'intersection de la ligne séparant les cantons d'Orford et de Brompton—étant en même temps la ligne séparative des comtés de Sherbrooke et de Richmond—avec la rive gauche de la rivière Saint-François; de là, en se référant au cadastre officiel pour le canton d'Orford passant par les lignes et démarcations suivantes en continuité les unes des autres: dans le canton d'Orford, le prolongement de la dite ligne séparative des cantons d'Orford et de

CHAPTER 75

An Act to amend the charter of the city of Sherbrooke

[Assented to, the 14th of March, 1951]

Preamble.

WHEREAS the city of Sherbrooke has, by its petition, represented that it is in the interest of the city and necessary for the proper administration of its affairs that its charter, the act 1 George VI, chapter 105, as amended by the acts 2 George VI, chapter 110; 3 George VI, chapter 108; 4 George VI, chapter 84; 6 George VI, chapter 77; 9 George VI, chapter 76; 10 George VI, chapter 60; 11 George VI, chapter 85; 12 George VI, chapter 55 and 14 George VI, chapter 86, be again amended, to give it more ample powers; and

Whereas it is expedient to grant the prayer contained in the said petition;

Therefore, His Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

Annexation.

1. The territory hereinafter described, to wit: Starting from the point of intersection of the line separating the townships of Orford and of Brompton—being at the same time the line separating the counties of Sherbrooke and of Richmond—with the left bank of the St. Francis river; thence, with reference to the official cadastre for the township of Orford, passing successively by the following lines and bounds: in the township of Orford, the prolongation of the said separating line of the townships of Orford and of

Brompton jusqu'à l'axe de la rivière Saint-François; ledit axe de la rivière Saint-François jusqu'au prolongement de la ligne sud du lot 1; ledit prolongement jusqu'à la rive gauche ou rive ouest de la rivière Saint-François; de là, suivant les limites actuelles de la cité de Sherbrooke, en passant par ladite rive jusqu'à la ligne nord-ouest du lot 1; ladite ligne nord-ouest du lot 1 prolongée jusqu'au côté ouest du chemin public; ledit côté ouest du chemin public jusqu'à la ligne nord-ouest du lot 3; ladite ligne nord-ouest et la ligne sud-ouest du lot 3; la ligne sud du lot 4; la ligne séparative des rangs I et II en allant vers le sud; la ligne nord des lots 44, 47, 48, 106, 105 et 104; la ligne ouest du lot 104; la ligne nord et la ligne ouest du lot 111; la ligne ouest des lots 113 et 114 jusqu'au côté sud-est du droit de voie du chemin de fer canadien du Pacifique; le dit côté sud-est dudit droit de voie jusqu'à la ligne séparative des lots 164 et 165; de là laissant les limites actuelles de la cité de Sherbrooke, ladite ligne séparative des lots 164 et 165 en allant vers l'ouest; la ligne séparative des rangs IV et V jusqu'à la ligne séparative des cantons d'Orford et de Brompton, et enfin cette dernière ligne jusqu'au point de départ est annexé à la cité de Sherbrooke.

Superficie. Le territoire ci-dessus décrit a une superficie d'environ sept mille acres.

Même évaluation.

2. Quant à cette partie annexée l'évaluation des propriétés immobilières demeurera la même qu'aujourd'hui pour une période de dix ans, à moins que les propriétaires ne subdivisent leur terrain en culture en lots à bâtir.

Date de l'annexion, etc.

3. La présente annexion prendra effet à compter du 1er juillet 1951 et le rôle d'évaluation et de perception actuellement en vigueur se rapportant à la partie annexée restera tel pour l'année courante; les taxes encore dues, à cette date, seront payables à la cité de Sherbrooke; la cité est autorisée à faire un rôle spécial de perception pour cette partie annexée du 1er juillet 1951 au 1er janvier 1952.

Travaux suspendus.

4. La cité de Sherbrooke ne sera pas obligée pendant une période de dix ans

Brompton to the middle line of the St. Francis river; the said middle line of the St. Francis river to the prolongation of the southern line of lot 1; the said prolongation to the left or west bank of the St. Francis river; thence, following the present limits of the city of Sherbrooke, passing by the said bank to the northeastern line of lot 1; the said northeastern line of lot 1 extended to the west side of the public road; the said west side of the public road to the northwestern line of lot 3; the said northwestern line and the southwestern line of lot 3; the southern line of lot 4; the line separating ranges I and II proceeding southerly; the northern line of lots 44, 47, 48, 106, 105 and 104; the western line of lot 104; the northern line and the western line of lot 111; the western line of lots 113 and 114 to the southeastern side of the Canadian Pacific Railway's right of way; the said southeastern side of the said right of way to the line separating lots 164 and 165; thence, leaving the present limits of the city of Sherbrooke, the said separating line of lots 164 and 165 proceeding westerly; the line separating ranges IV and V to the separating line of the townships of Orford and of Brompton, and finally this last line to the starting point, is annexed to the city of Sherbrooke.

The above described territory has an Area. area of about seven thousand acres.

2. As to this annexed portion the Same valuation. valuation of the immoveable property shall remain the same as present for a period of ten years, unless the owners subdivide their land under cultivation into building lots.

3. This annexation shall take effect Date of annexation, etc. as from the 1st of July, 1951 and the valuation and collection roll now in force with respect to the annexed portion shall remain the same for the current year; the taxes still due, on such date, shall be payable to the city of Sherbrooke; the city is authorized to make a special collection roll for this annexed portion, as from the 1st of July, 1951 to the 1st of January, 1952.

4. The city of Sherbrooke shall not be Works suspended. bound during a period of ten years to

d'exécuter des travaux d'égouts ou d'aqueduc dans cette partie annexée.

carry out sewer or water works in this annexed portion.

1937,
c. 105,
a. 5,
rempl.

5. L'article 5 de la loi 1 George VI, chapitre 105, remplacé par l'article 1 de la loi 6 George VI, chapitre 77; par l'article 2 de la loi 11 George VI, chapitre 85, et par l'article 5 de la loi 12 George VI, chapitre 55, est de nouveau remplacé par le suivant:

5. Section 5 of the act 1 George VI, chapter 105, replaced by section 1 of the act 6 George VI, chapter 77, by section 2 of the act 11 George VI, chapter 85, and by section 5 of the act 12 George VI, chapter 55, is again replaced by the following:

Limites.

"5. Les limites de la cité de Sherbrooke se décrivent comme suit, à savoir: partant du point d'intersection de la rive nord-est de la rivière Saint-François avec la ligne sud du lot 22D du rang VIII du cadastre officiel pour le canton d'Ascot; de là, en référence audit cadastre officiel pour le canton d'Ascot passant par les lignes et démarcations suivantes en continuité les unes des autres; les lignes sud des lots 22D, 22C, 22A du rang VIII, 22J, 22G, 22F, 22B et 22A du rang VII, 22F, 22B et 22A du rang VI, la ligne de division entre les rangs V et VI jusqu'à son point d'intersection avec le côté nord du chemin public traversant le lot 16A rang VI et de là se prolongeant à travers ledit chemin public pour suivre le côté est du chemin public séparant ledit lot 16A et le lot 16D du rang V dudit canton jusqu'à la limite nord de la ville de Lennoxville; de là, traversant ledit chemin public, suivant la ligne entre les lots de l'arpentage primitif 15 et 16 du rang VI et 15 et 16 du rang VII jusqu'à la ligne est du lot 15A du rang VII; de là, toujours en référence au même cadastre officiel, la ligne est et la ligne sud du lot 15A du rang VII, les lignes sud des lots 15A du rang VIII, 15B, 15G et 15H du rang IX, 15A, 15C, 15D, 15F et 15H du rang X, la ligne est et la ligne sud du lot 14C du rang XI, la dernière prolongée jusqu'à l'axe de la rivière Magog, l'axe de la rivière Magog jusqu'au prolongement de la ligne sud du lot 168 du cadastre officiel pour le canton d'Orford; de là, en référence audit cadastre officiel pour le canton d'Orford, ledit prolongement et ladite ligne sud du lot 168, la ligne ouest et la ligne nord dudit lot 168 jusqu'au côté sud-est du droit de voie du chemin de fer canadien du Pacifique, ledit côté sud-est dudit droit de voie jusqu'à la ligne sépa-

"5. The limits of the city of Sherbrooke are described as follows, to wit: Starting from the point of intersection of the northeast shore of the St. Francis river with the southern line of lot 22D of range VIII of the official cadastre for the township of Ascot; thence, with reference to the said official cadastre for the township of Ascot, passing successively the following lines and limits: the southern lines of lots 22D, 22C, 22A of range VIII, 22J, 22G, 22F, 22B and 22A of range VII, 22F, 22B and 22A of range VI, the division line between ranges V and VI to its point of intersection with the north side of the public road crossing lot 16A range VI and thence extending across the said public road to follow the east side of the public road separating the said lot 16A and lot 16D range V of the said township to the northern limit of the town of Lennoxville; thence, crossing the said public road, following the line between lots 15 and 16 (original survey) of range VI and 15 and 16 of range VII to the eastern line of lot 15A of range VII; thence, still with reference to the same official cadastre, the eastern line and the southern line of lot 15A of range VII, the southern line of lot 15A of range VIII, 15B, 15G and 15H of range IX, 15A, 15C, 15D, 15F and 15H of range X, the eastern line and the southern line of lot 14C of range XI, this last line prolonged to the middle of the river Magog, the middle of the river Magog to the prolongation of the southern line of lot 168 of the official cadastre for the township of Orford; thence, with reference to the said official cadastre for the township of Orford, the said prolongation and the said southern line of lot 168, the western line and the northern line of the said lot 168 to the southeastern side of the Canadian Paci-

Limites.

relative des lots 164 et 165; cette dite ligne en allant vers l'ouest; la ligne séparative des rangs IV et V jusqu'à la ligne séparative des cantons d'Orford et de Brompton; le prolongement de cette ligne jusqu'à l'axe de la rivière Saint-François; ledit axe de la rivière Saint-François jusqu'au prolongement de la ligne sud du lot 22D du rang VIII du cadastre officiel du canton d'Ascot et enfin ce dernier prolongement jusqu'au point de départ."

Contrat
ratifié.

6. Le contrat intervenu entre la cité de Sherbrooke et la Brompton Pulp & Paper Co. Ltd., en date du 18 mars 1950, est ratifié et déclaré valide et légal.

Conven-
tion rati-
fiée.

7. La convention intervenue entre la cité de Sherbrooke et la Dominion Burlington Mills Ltd., en date du 5 mai 1950, est ratifiée et déclarée valide et légale, sauf que l'évaluation mentionnée au paragraphe *d* de l'article 3 de ladite convention est portée à trois cent mille dollars au lieu de trente mille dollars.

Idem.

8. Nonobstant la loi 1 George VI, chapitre 105, article 100, la convention intervenue entre la cité de Sherbrooke et la Richmond Pulp & Paper Co. of Canada Ltd., en date du 30 janvier 1951, est ratifiée et déclarée valide et légale.

S.R.,
c. 233,
a. 526a,
aj. pour
la cité.

9. L'article suivant est ajouté, pour la cité, après l'article 526 de la Loi des cités et villes:

Défini-
tions:

"**526a.** 1. Pour les fins du présent article à moins que le contexte ne présente un sens différent:

"ache-
teur";

a) "acheteur" désigne toute personne qui acquiert d'un vendeur, par une vente en détail dans le territoire ci-dessous mentionné, un bien mobilier;

"bien mo-
bilier";

b) "bien mobilier" signifie tout bien qui n'est pas un immeuble d'après les lois de cette province et comprend le gaz et l'électricité et aussi le service local de téléphone seulement, mais ne comprend pas l'huile à chauffage pour fins domestiques;

fic Railway's right of way, the said south-eastern side of the said right of way to the separating line of lots 164 and 165; the said line proceeding westerly; the separating line of ranges IV and V to the line separating the townships of Orford and of Brompton and the prolongation of the said line to the middle of the St. Francis river; the said middle of the St. Francis river to the prolongation of the southern line of lot 22D of range VIII of the official cadastre for the township of Ascot and finally such last prolongation to the starting point."

6. The contract made between the city of Sherbrooke and Brompton Pulp & Paper Co. Ltd, under date of March 18th, 1950, is ratified and declared valid and legal.

Contract
ratified.

7. The agreement made between the city of Sherbrooke and Dominion Burlington Mills Ltd, under date of May 5th, 1950, is ratified and declared valid and legal, except that the valuation mentioned in paragraph *d* of section 3 of the said agreement is raised to three hundred thousand dollars instead of thirty thousand dollars.

Agree-
ment rati-
fied.

8. Notwithstanding the act 1 George VI, chapter 105, section 100, the agreement made between the city of Sherbrooke and Richmond Pulp & Paper Co. of Canada Ltd., under date of January 30th, 1951, is ratified and declared valid and legal.

Idem.

9. The following section is added, for the city, after section 526 of the Cities and Towns Act:

R.S.,
c. 233,
s. 526a,
added for
city.

"**526a.** 1. In this section, unless the context indicates a different meaning:

Défini-
tions:

a. "purchaser" means any person who acquires from a vendor moveable property at a retail sale in the territory hereinbelow mentioned;

b. "moveable property" means all property which is not considered immovable by the laws of the Province, and includes gas and electricity, and also local telephone service only, but shall not comprise fuel oil for domestic purposes;

"move-
able prop-
erty";

- "person-
ne"; c) "personne" désigne et inclut tout individu, société, compagnie, corporation, succession, association, séquestre, syndic de faillite, liquidateur, fiduciaire, administrateur ou agent;
- "prix de
vente";
"prix d'a-
chat"; d) "prix de vente" ou "prix d'achat" signifie le prix en argent et aussi la valeur de services rendus, la valeur réelle de l'objet échangé et toute considération ou prestation acceptée par le vendeur comme prix de l'objet du contrat de vente. Ceci inclut tous frais d'installation de l'objet vendu, tous frais d'intérêt, de finance et de service, tous frais de douane, d'accise et de transport, même si aucune mention distincte n'en est faite sur la facture ou dans les livres du vendeur;
- "vente"; e) "vente" comprend une vente pure et simple, une vente conditionnelle, une vente à tempérament, un échange, un bail et tout autre contrat où, pour un prix ou toute autre considération, une personne livre ou s'oblige à livrer à une autre personne un bien mobilier;
- "vente
en détail"; f) "vente en détail" signifie toute vente faite à un acheteur ou à un usager pour fins de consommation ou d'usage et non de revente;
- "usager"; g) "usager" signifie toute personne qui, dans le territoire, utilise un bien mobilier pour son usage propre ou pour l'usage de toutes autres personnes à sa charge;
- "ven-
deur"; h) "vendeur" signifie toute personne qui vend en détail, dans le territoire, quelque bien mobilier pour fins de consommation ou d'usage et non de revente;
- "terri-
toire"; i) "territoire" signifie le territoire compris dans les limites de la cité de Sherbrooke;
- "cité". j) "cité" signifie la cité de Sherbrooke.
- Taxe de
vente au-
torisée. 2. La cité peut imposer par règlement et prélever, à compter du 1er avril 1951, inclusivement, en sus de toute autre taxe, une taxe spéciale dite "taxe de vente" n'excédant pas deux pour cent du prix de vente ou d'achat, en détail, sauf les exceptions ci-après énumérées, de tout bien meuble, effet mobilier, toute marchandise et tout article de commerce quelconque, y compris le gaz et l'électricité utilisée pour l'éclairage, la force motrice ou la chaleur, et le service de téléphone vendus dans les limites du territoire.
- Achat
hors du
territoire. Toute personne résidant ordinairement dans le territoire ou y faisant affaires qui,
- c. "person" includes any individual, "person"; firm, company, corporation, estate, association, receiver, trustee in bankruptcy, liquidator, fiduciary trustee, administrator or agent;
- d. "sale price" or "purchase price" "sale price"; means a price in money, and also the value "purchase price"; of services rendered, the actual value of the thing exchanged, and other considerations or prestations accepted by the vendor as price of the thing covered by the contract of sale. They shall include the charges for the installation of the thing sold, interest, finance, service, customs, excise and transportation, even when such are not shown separately in the invoice or in the vendor's books;
- e. "sale" includes a sale pure and simple, a conditional sale, a sale by instalments, an exchange, lease or any other contract whereby for a price or any other consideration a person delivers or binds himself to deliver moveable property to another;
- f. "retail sale" means a sale made to a "retail sale"; purchaser or user for purposes of consumption or use, and not for resale;
- g. "user" means any person who, with- "user"; in the territory, utilises any moveable property for his own use or the use of any of his dependants;
- h. "vendor" means any person who "vendor"; makes a retail sale of any property within the territory, for purposes of consumption or use and for resale;
- i. "territory" means the territory com- "territo-"; prised within the limits of the city of ry"; Sherbrooke;
- j. "city" means the city of Sherbrooke. "city".
2. The city may impose by by-law and levy, from the first of April, 1951, inclusive in addition to any other tax, a special tax called "sales tax" not exceeding two per cent of the retail sale or purchase price, subject to the exemptions hereinafter enumerated, of any moveables, moveable effects, merchandise and any article of trade whatsoever, including gas and electricity used for lighting, power or heating and telephone service, sold within the limits of the territory.
- Every person ordinarily residing with- Purchase outside territory.
in the territory or carrying on business

elle-même ou par l'intermédiaire de toute autre, y apporte ou fait en sorte qu'il y soit apporté ou qu'il lui soit livré quelque bien mobilier, pour consommation ou usage dans le territoire, doit immédiatement en faire rapport au trésorier de la cité, en lui transmettant ou produisant la facture, s'il y en a, avec tout renseignement que celui-ci pourra exiger, et, en outre, doit payer à la cité, sur le prix d'achat, la même taxe sur la consommation ou l'usage de ce bien qui eût été payé, si ce bien avait été acheté au même prix à une vente en détail dans ledit territoire.

Achat hors du territoire.

Tout acheteur ou usager qui, après l'entrée en vigueur de la présente loi, prend livraison d'un bien mobilier acquis par lui pour consommation ou usage dans ledit territoire doit, à l'époque où il prend livraison, payer au trésorier de la cité une taxe égale à deux pour cent du prix de détail de ce bien. Cependant, ladite taxe ne sera pas prélevée dans le cas où une taxe semblable est également imposée dans la province de Québec sur cette vente, au bénéfice d'une autre municipalité dans laquelle ladite vente a eu lieu.

Double imposition prohibée.

Il ne pourra y avoir double imposition de la taxe de vente et de la taxe d'usage ou de consommation contre la même personne relativement au même achat, usage ou consommation.

Exceptions.

3. La présente taxe ne s'applique pas:

- a) Aux obligations et actions de corporation;
- b) A tous autres titres, valeurs mobilières, ou monnaies;
- c) A toutes transactions faites par l'entremise de Canadian Commodity Exchange, Inc.;
- d) Aux créances, droits d'action, droits incorporels, annuités, primes d'assurances;
- e) A la bière et au tabac;
- f) A la gazoline et au kérozène ("huile de charbon");
- g) Aux denrées alimentaires, à l'exclusion des friandises et des pâtisseries;
- h) Aux provisions ou marchandises vendues par un cultivateur, un horticulteur, un pépiniériste, un aviculteur ou un apiculteur, et provenant de son exploitation;
- i) Aux outils, instruments aratoires,

therein who, himself or through the instrumentality of any other person, brings or causes to be brought or delivered there any moveable property, for consumption or use in the territory, shall immediately report the matter to the city treasurer by transmitting or producing to him the invoice, if any, with any information which the treasurer may require and shall moreover pay to the city, on the purchase price, the same tax on the consumption or use of such property as would have been paid if the property had been purchased at the same price at a retail sale in the said territory.

Every purchaser or user who, after the coming into force of this act, takes delivery of any moveable property acquired by him for consumption or use in the said territory shall, at the time of taking delivery, pay to the city treasurer a tax equal to two per cent of the retail price of such property. However, the said tax shall not be levied when a similar tax is also imposed in the Province of Quebec on such sale, for the benefit of another municipality in which such sale took place.

Purchase outside territory.

There shall be no double imposition of the sales, use or consumption tax against the same person in relation with the same purchase, use or consumption.

No double imposition.

3. This tax shall not apply to the following: Exceptions.

- a. Bonds and shares of a corporation;
- b. All other intangible property, all securities, all moneys;
- c. All transactions made through the Canadian Commodity Exchange Inc.;
- d. All debts, rights of action, incorporeal rights, annuities, insurance premiums;
- e. Beer and tobacco;
- f. Gasoline and kerosene (coal oil);
- g. Foodstuffs, not including candies and confectioneries;
- h. Provisions or merchandise sold by a farmer, horticulturist, nurseryman, aviculturist or apiculturist and produced through the pursuit of his undertaking;
- i. Tools, farm implements, farm ma-

outillages de ferme, tracteurs, véhicules à traction animale, et à leurs pièces de rechange, acquis par un agriculteur de bonne foi pour les besoins de sa ferme, ni aux chevaux, harnais, bestiaux, fils métalliques ou treillis pour clôtures, également achetés par un agriculteur de bonne foi pour le besoin de sa ferme";

j) Aux bateaux, filets de pêche et autres agrès de pêche achetés par un pêcheur de bonne foi pour l'exercice de son métier;

k) A l'eau naturelle, distillée ou ozonisée;

l) Aux médicaments livrés sur prescription de médecin; aux membres artificiels et aux appareils d'orthopédie;

m) Au prix des places en tramways, autobus, bateaux, chemins de fer ou autres moyens de transport terrestre, naval ou aérien, ni aux taux de péages;

n) Au prix d'admission à un lieu d'amusement, défini par la loi des droits sur les divertissements (chap. 85) et amendements;

o) Aux ventes au gouvernement fédéral ou au gouvernement provincial;

p) Aux ventes faites à la fabrique ou aux syndicats d'une paroisse, ou à une société ou compagnie de cimetière, à un hôpital, pour les fins de leur œuvre, ni aux ventes faites par eux;

q) Aux ventes faites par autorité de justice;

r) Aux ventes faites par toute personne exploitant un commerce dans la province, lorsque la marchandise ainsi vendue est expédiée en dehors de la province, pour consommation ou usage en dehors de la province;

s) Aux repas;

t) Aux périodiques et livres imprimés; aux fournitures de classe, sans y comprendre les crayons automatiques et plumes réservoir;

u) Aux messages télégraphiques;

v) Aux grains et moutures, graines de semence, fertilisants, insecticides et fongicides, aux savons et autres produits servant au nettoyage, ni aux tuyaux de drainage pour fins agricoles;

w) A la glace; au charbon, au bois de chauffage et à l'huile utilisés pour fins domestiques;

x) Aux vêtements d'enfants et chaussures d'enfants;

chinery, tractors, animal-drawn vehicles, and parts for the same, acquired by a *bona fide* farmer to be used for the needs of his farm; horses, harness for horses, livestock, metal wire or netting for fences, also purchased by a *bona fide* farmer to be used for the needs of his farm;

j. Boats, fishing nets and any other fishing apparatus purchased by a *bona fide* fisherman to be used in his trade;

k. Natural water, distilled water and ozonized water;

l. Medicaments on doctors' prescriptions, artificial limbs and orthopædic appliances;

m. Fares on tramways, autobuses, boats, railroads or other transportation systems by land, water or air and toll fares;

n. Prices of admission to places of amusement, as defined by the Amusement Tax Act (Revised Statutes, 1941, chapter 85);

o. Sales to the Federal Government or to the Provincial Government;

p. Sales made to a *fabrique* or the trustees of a parish or to a cemetery society or company or to a hospital, for the purposes of their work, and sales made by them;

q. Sales by judicial authority;

r. Sales made by any person carrying on business in the Province, when the merchandise thus sold is shipped outside the Province, for consumption or use outside the Province;

s. Meals;

t. Printed books and periodicals; classroom supplies, not including automatic pencils or fountain-pens;

u. Telegraph messages;

v. Grain and mill feeds, seeds, fertilizers, insecticides and fungicides, soaps and other products used for cleaning; drain tiles for agricultural purposes;

w. Ice, coal, firewood and oil used for domestic purposes;

x. Children's clothing and children's footwear;

y) Aux ventes pour un prix de dix cents ou moins.

Ventes
avant
avril 1951.

La taxe n'est pas exigible lorsque la vente a été faite de bonne foi avant le premier avril 1951. La taxe n'est pas exigible lorsqu'il s'agit d'achats faits pour exécuter un contrat d'entreprise à forfait passé avant le premier avril 1951, et si elle a été payée, la cité est autorisée à faire remise.

Excep-
tion.

Cependant, toute marchandise livrée après le 1er avril 1951, en raison d'un contrat à forfait ou d'un contrat de livraison passé avant le 1er avril 1951, est assujettie à la taxe.

Ventes an-
nulées.

Quand une vente est annulée, la taxe n'est prélevée que sur la partie du prix gardée par le vendeur. Il en est de même lorsque la chose vendue est retournée ou refusée.

Échan-
ges.

Lorsqu'une personne donne en échange, pour partie du prix d'une marchandise qu'elle achète, une autre marchandise de même espèce, la taxe n'est payable que sur la balance du prix d'achat.

Percep-
tion.

4. La taxe doit être payée par l'acheteur lors de la vente, que le prix soit stipulé payable comptant, à terme ou par versements, et doit être perçue par le vendeur qui est constitué par le présent article l'agent de la cité de Sherbrooke pour la percevoir. Cet agent doit tenir un compte de la taxe de vente perçue et à percevoir et faire remise de la taxe perçue à la cité, le tout suivant les dispositions des règlements que la cité adoptera en vertu du présent article.

Recours
du ven-
deur.

Pour percevoir cette taxe, le vendeur a contre son acheteur le même recours que pour son prix de vente.

Vendeur
hors du
territoire.

5. Le vendeur, qui a sa place d'affaires ou son établissement de commerce en dehors du territoire n'est pas tenu de percevoir la taxe même si la vente est faite à un acheteur ayant son domicile, sa résidence ordinaire ou sa place d'affaires dans le territoire.

Paiement
direct.

Dans tous les cas où la taxe est payable et que le vendeur n'est pas obligé de la percevoir, cette taxe doit être payée par l'acheteur à la cité de Sherbrooke.

Entente
entre mu-
nicipali-
tés.

Cependant, si le vendeur a son établis-
sement ou place d'affaires dans une ville
ou municipalité qui perçoit déjà une taxe
sur les ventes au détail, la cité de Sher-

y. Sales for a price of ten cents or less.

The tax is not exigible when the sale has been effected in good faith before the 1st of April, 1951. The tax is not exigible in the case of purchase made to carry out a contract for an undertaking by the job entered into before the 1st of April, 1951, and, if paid, the city is authorized to remit the same.

Sales be-
fore April,
1951.

Nevertheless, any goods delivered, after the 1st of April, 1951, under a contract by the job or under a contract for delivery entered into prior to the 1st of April, 1951, shall be subject to the tax.

Excep-
tion.

When a sale is annulled, the tax is levied only on that part of the price retained by the vendor. The case is the same when the thing sold is returned or refused.

Sales an-
nulled.

When a person gives in exchange, for part of the price of merchandise purchased by him, other merchandise of the same kind, the tax shall be payable only on the balance of the purchase price.

Exchan-
ges.

4. The tax shall be paid by the purchaser at the time of the sale, whether the price is stipulated payable cash, on terms or by instalments, and shall be collected by the vendor who is constituted by this section the agent of the city of Sherbrooke for the collection of the same. This agent shall keep an account of the tax collected and to be collected and shall remit the tax collected to the city, according to the provisions of the by-laws, which the city shall adopt in virtue of this section.

Collec-
tion.

For the collection of this tax, the vendor has the same recourse against the purchaser as for his sale price.

Vendor's
recourse.

5. A vendor having his place of business or commercial establishment outside of the territory shall not be bound to collect the tax even if the sale be made to a purchaser having his domicile, ordinary residence or place of business in the territory.

Vendor
outside
territory.

In all cases in which the tax is payable and the vendor is not obliged to collect it, such tax must be paid by the purchaser to the city of Sherbrooke.

Direct
payment.

If, however, the vendor has his establishment or place of business in a town or municipality which already collects a tax on retail sales, the city of Sherbrooke

Inter-
municipal
arrange-
ments.

brooke pourra conclure une entente avec telle ville ou municipalité aux fins de l'autoriser à percevoir la taxe qui serait autrement payable par l'acheteur à la cité de Sherbrooke comme si la vente eût été faite dans les limites mentionnées dans le présent article.

Vente de
plusieurs
objets.

6. Si une vente comprend plusieurs articles ou objets, la taxe est calculée sur le total du prix des articles ou objets compris dans ladite vente et non sur le prix de chaque article ou objet séparément.

Compu-
tation.

Dans la computation de la taxe, toute fraction d'un sou est compté pour un sou entier que l'acheteur doit payer.

Privilege.

7. Toute personne chargée de percevoir la taxe devient débitrice envers la cité de Sherbrooke du montant de la taxe qu'elle a perçue. La créance de la cité de Sherbrooke contre telle personne constitue une créance privilégiée sur les biens meubles et effets mobiliers de cette personne et prend le même rang que toute autre taxe personnelle ou mobilière imposée par la cité.

Paiement
obliga-
toire.

8. Il est défendu à toute personne d'acheter au détail, dans les cas prévus au présent article, sans payer au vendeur, lors de l'achat, la taxe imposée, et il est défendu au vendeur de faire remise directement ou indirectement de la taxe à l'acheteur.

Idem.

Il est défendu à tout vendeur d'annoncer ou de faire savoir au public d'une façon quelconque, directement ou indirectement, que la taxe, dont l'imposition est autorisée par le présent article, ne sera pas payable ou payée par l'acheteur.

Règle-
ments de
percep-
tion.

9. La cité de Sherbrooke peut, en tout temps, adopter les règlements et autres mesures qu'elle jugera nécessaires ou utiles pour assurer la perception de la taxe qu'elle imposera, et sans restreindre la portée de la disposition qui précède, pour définir ce qui constitue pour les fins du présent article et l'imposition de la taxe, une vente ou un achat en détail; pour déterminer sur quel montant doit être comptée la taxe lorsque le prix payable par l'acheteur comprend en même temps le prix ou la valeur du travail fourni par le vendeur ou de l'usage d'un objet fourni par ce dernier; pour obliger tout vendeur à ajouter sur ses factures

may arrange with such town or municipality to be authorized to collect the tax which, otherwise, would be payable by the purchaser to the city of Sherbrooke, as if the sale had been made within the limits mentioned in this section.

6. If a sale includes several articles or objects, the tax is computed on the total of the price of the articles or objects included in the said sale and not on the price of each article or object separately.

Several
articles
sold.

In the computation of the tax, any fraction of a cent is counted as a whole cent, which the purchaser shall pay.

Compu-
tation.

7. Any person entrusted with the collection of the tax shall become a debtor of the city of Sherbrooke for the amount of the tax collected. The claim of the city of Sherbrooke against such person shall constitute a privileged claim on the moveables and moveable effects of such person and shall have the same rank as any other personal or moveable tax imposed by the city.

Privilege.

8. It shall be unlawful for any person to make retail purchases, in the cases provided in this section, without paying to the vendor, at the time of purchase, the tax imposed, and it shall be unlawful for the vendor to remit the tax to the purchaser, either directly or indirectly.

Obligato-
ry pay-
ment.

It shall be unlawful, for any vendor to advertise or let it be known to the public in any manner whatsoever, directly or indirectly, that the tax, the imposition whereof is authorized by this section, shall not be payable or paid by the purchaser.

Idem.

9. The city of Sherbrooke may at any time adopt the by-laws and other measures which it may deem necessary or useful to assure the collection of the tax which it shall impose and without limiting the scope of the foregoing provision, to define what constitutes, for the purposes of this section and for the imposition of the tax, a retail sale or purchase; to determine upon what amount the tax shall be computed when the price payable by the purchaser includes at the same time the price or the value of the work furnished by the vendor or of the use of an article furnished by the latter; to oblige every vendor to add to his invoices the amount of the tax payable or

By-laws
for col-
lecting.

le montant de la taxe payable ou payée par l'acheteur; pour obliger toute personne chargée de percevoir la taxe à tenir, de la manière indiquée par la cité et jour par jour, un compte séparé de la taxe perçue et à percevoir, à lui faire rapport par écrit, sous serment, aux dates qu'elle fixera et suivant les formules qu'elle fournira, à lui faire remise de la taxe perçue aux dates et de la manière qu'elle déterminera, à laisser visiter son ou ses établissements, à laisser examiner ses livres ou autres documents par son trésorier ou par toute personne le représentant, pour vérifier si les prescriptions du présent article et des règlements adoptés par elle sont observés et pour établir le montant de la taxe perçue et à percevoir; et pour obliger toute personne ainsi que ses officiers et employés à fournir au trésorier de la cité ou à ses représentants tous renseignements qu'ils pourront exiger.

Adoption
et effet du
règle-
ment.

Tout règlement autorisé par le présent article pourra être adopté par le conseil de la cité sans qu'il soit nécessaire d'en donner préalablement avis, et dès qu'il sera adopté, tel règlement, après avoir été publié deux jours consécutifs dans un journal de langue française et dans un journal de langue anglaise publiés à Sherbrooke, aura dans le territoire le même effet et la même force obligatoire que s'il eût été adopté par la cité.

Serment.

10. Toute personne, tenue de fournir à la cité un rapport sous serment, pourra prêter ce serment devant un notaire public ou un commissaire de la Cour supérieure pour le district de Saint-François, devant le trésorier de la cité ou son assistant, ou devant le greffier de la cité de Sherbrooke, lesquels sont autorisés, par le présent paragraphe, à recevoir tel serment.

Omission
de perce-
voir.

11. Lorsqu'une personne a omis de percevoir des taxes exigibles en vertu de la présente loi, le trésorier de la cité peut, au moyen des indices des opérations de cette personne, des circonstances et de tous renseignements qu'il a obtenus, établir le montant des taxes qui auraient dû être payées et émettre un certificat à cet effet, lequel fait preuve du montant des taxes que cette personne aurait dû percevoir, à

paid by the purchaser; to oblige any person entrusted with the collection of the tax to keep, in the manner indicated by the city and day by day, a separate account of the tax collected and to be collected, to make a written report to the city, under oath, on the dates which shall be fixed and on the forms which shall be supplied by the city, to remit to the city the tax collected, on the dates and in the manner determined by the said city, to allow his establishment or establishments to be visited, to allow his books and other documents to be examined by its treasurer or by any person representing him, in order to verify if the provisions of this section and of the by-laws adopted by the city are complied with and to establish the amount of the tax collected and to be collected; and to oblige every person as well as his officers and employees to furnish to the treasurer of the city or his representatives any information they may require.

Any by-law authorized by this section may be adopted by the council of the city without it being necessary to give prior notice thereof and, as soon as it shall have been adopted, such by-law, after having been published in two consecutive days in a French newspaper and in an English newspaper published in Sherbrooke, shall have, in the territory, the same effect and same force as if it had been adopted by the city.

Adoption
and effect
of by-
law.

10. Every person required to furnish to the city a report under oath may take such oath before a notary or a commissioner of the Superior Court for the district of St. Francis, before the treasurer of the city or his assistant or before the clerk of the city of Sherbrooke who are hereby authorized to receive such oath.

Taking
oath.

11. When a person has omitted to collect taxes exigible under this act, the city-treasurer may, by means of the index figures of the operations of such person, of the circumstances and of any information which he has obtained, establish the amount of the taxes which should have been paid and issue a certificate to that effect, which shall be evidence of the amount of the taxes which such person

Omission
to collect.

moins qu'elle n'établisse, par une preuve positive dont le fardeau lui incombe, le montant exact des taxes qu'elle devait percevoir suivant la loi.

Omission
de tenir
livres.

S'il s'agit d'une personne qui, ayant perçu des taxes, a négligé de tenir les livres et de garder les pièces nécessaires pour permettre au trésorier de la cité ou à tout officier de faire une vérification complète des taxes perçues ou qu'elle aurait dû percevoir, ou qui refuse ou est incapable de fournir les livres, pièces et renseignements que le trésorier de la cité ou l'officier requiert pour établir avec certitude le montant des taxes dues à la cité, le trésorier détermine le montant de ces taxes et émet un certificat à cet effet. Ce certificat fait preuve du montant des taxes que cette personne doit remettre, à moins qu'elle n'établisse, par une preuve positive dont le fardeau lui incombe, le montant exact des taxes qu'elle devait remettre suivant la loi.

Droits.

Tant et aussi longtemps que le trésorier de la province sera chargé par la cité de la perception de la présente taxe, il aura le même droit que le trésorier de la cité et pourra, de la même façon, déterminer le montant de la taxe qui aurait dû être remise suivant la loi.

Peines
pour in-
fractions.

12. Toute personne qui, étant l'agent de la cité de Sherbrooke pour les fins du présent article, refuse ou néglige de percevoir la taxe imposée ou d'en tenir compte, commet une infraction au présent article et est passible, pour chaque infraction, en sus du paiement des frais, d'une amende d'au moins cinq dollars mais n'excédant pas mille dollars, et à défaut du paiement de l'amende et des frais, d'un emprisonnement n'excédant pas trois mois.

Idem.

Toute personne qui fait un achat tel que prévu au présent article sans payer la taxe imposée, commet une infraction au présent article et est passible, pour chaque infraction sciemment commise, en sus du paiement de la taxe et des frais, d'une amende n'excédant pas cent dollars, et à défaut du paiement de la taxe imposée, de l'amende et des frais, d'un emprisonnement n'excédant pas un mois.

should have collected, unless he establishes by positive evidence, the burden of which shall rest with him, the exact amount of the taxes which he should have collected according to law.

In the case of a person who having collected taxes has neglected to keep accounts and to retain the documents necessary to enable the city treasurer or any officer to make a complete auditing of such taxes collected or which he should have collected, or who refuses or is unable to furnish the books, documents and information which the city-treasurer or the officer requires to establish with certitude the amount of the taxes due to the city, the treasurer shall determine the amount of such taxes and shall issue a certificate to that effect. This certificate shall be evidence of the amount of taxes which such person shall remit unless he establishes by positive evidence, the burden of which shall rest with him, the exact amount of taxes which he should have remitted according to law.

Omission
to keep
books.

For and as long as the Provincial Treasurer shall be charged by the city with the collection of this tax, he shall have the same right as the city-treasurer and he may in the same manner determine the amount of the tax which should have been remitted according to law.

12. Every person who, being the agent of the city of Sherbrooke for the purposes of this section, refuses or neglects to collect the tax imposed or to keep an account thereof, infringes the present section and shall be liable, for each infringement, in addition to the payment of the costs, to a fine of at least five dollars and of not more than one thousand dollars, and, in default of payment of the fine and costs, to an imprisonment not exceeding three months.

Offence
and penal-
ty.

Every person making a purchase as provided for in this section without paying the tax imposed commits an infringement of this section and shall be liable for each infringement, knowingly committed, in addition to the payment of the tax imposed and of the costs, to a fine not exceeding one hundred dollars, and, in default of payment of the tax imposed, fine and costs, to an imprisonment not exceeding one month.

Idem.

Peines
pour in-
fractions.

Toute personne, qui étant l'agent de la cité de Sherbrooke pour les fins du présent article, annonce ou fait savoir au public d'une façon quelconque, directement ou indirectement, que la taxe imposée ne sera pas payée par l'acheteur, commet une infraction au présent article et est passible, pour chaque infraction, d'une amende d'au moins dix dollars et d'au plus cent dollars en sus des frais et, à défaut du paiement de ladite amende et des frais, d'un emprisonnement n'excédant pas un mois.

Idem.

Toute personne qui, étant l'agent de la cité de Sherbrooke pour les fins du présent article, fait remise à l'acheteur de la taxe que ce dernier doit payer, commet une infraction au présent article et est passible, pour chaque infraction, en sus du paiement des frais, d'une amende d'au moins dix dollars, et d'au plus cinq cents dollars, et à défaut de paiement de l'amende et des frais, d'un emprisonnement n'excédant pas un mois.

Idem.

Toute personne qui, étant l'agent de la cité de Sherbrooke pour les fins du présent article, refuse ou néglige de remettre à la cité de Sherbrooke la taxe qu'elle a perçue, commet une infraction au présent article et est passible, pour chaque infraction, en sus du paiement de la taxe perçue et des frais, d'une amende d'au moins dix dollars et d'au plus mille dollars et à défaut de paiement de l'amende et des frais et de la taxe perçue, d'un emprisonnement n'excédant pas trois mois.

Récidive.

Dans le cas de récidive pour chacune des infractions définies au présent paragraphe 12, le maximum de l'amende et de l'emprisonnement sera du double de celui prévu précédemment.

Amende.

13. La cité de Sherbrooke peut, par tout règlement passé en vertu du présent article, imposer pour toute autre infraction que celles définies au paragraphe 12 ci-dessus, par toute personne à tel règlement, une amende de pas plus de cinquante dollars pour chaque infraction.

Obliga-
tions du
contre-
venant.

14. Le paiement des amendes et pénalités, imposées par le présent article et par tout règlement adopté par la cité, ne libérera pas le contrevenant de l'accomplissement des obligations et devoirs qui

Every person who, being the agent of the city of Sherbrooke for the purposes of this section, advertises or lets it be known to the public in any manner whatsoever, directly or indirectly, that the tax imposed shall not be paid by the purchaser, infringes the present section and shall be liable, for each infringement, to a fine of at least ten dollars and of not more than one hundred dollars in addition to the costs, and, in default of payment of the fine and costs, to an imprisonment not exceeding one month.

Every person who, being the agent of the city of Sherbrooke for the purposes of this section, remits to the purchaser the tax which the latter is to pay, infringes the present section and shall be liable for each infringement, in addition to the costs to a fine of at least ten dollars and of not more than five hundred dollars, and in default of payment of the fine and costs, to an imprisonment not exceeding one month.

Every person who, being the agent of the city of Sherbrooke for the purposes of this section, refuses or neglects to remit to the city of Sherbrooke the tax which he has collected, infringes the present section and shall be liable, for each infringement, in addition to the payment of the tax collected and of the costs, to a fine of at least ten dollars and of not more than one thousand dollars, and, in default of payment of the fine and costs and to the tax collected, to an imprisonment not exceeding three months.

In the event of a repetition of any of the infringements defined in this subsection 12, the maximum fine and imprisonment shall be double that above provided.

13. The city of Sherbrooke may, by any by-law passed under this section, impose for any infringement, other than those defined in the preceding subsection 12, of such by-law by any person, a fine of not more than fifty dollars for each infringement.

14. The payment of the fines and penalties imposed by this section and by any by-law adopted by the city shall not exempt the offender from the carrying out of the obligations and duties imposed upon

Offence
and
penalty.

Idem.

Idem.

Subse-
quent
offence.

Fine.

Offender's
obliga-
tions.

lui sont imposés par le présent article et par les règlements.

Infraction par compagnie.

15. Lorsqu'une infraction à l'un des règlements de la cité est commise pas une compagnie ou une corporation, l'amende que la cité peut imposer pourra être pour un montant double de celui qu'elle peut imposer à une autre personne.

Récidive.

16. Dans le cas de récidive, la cité peut également imposer, pour chaque infraction à ses règlements, des amendes et pénalités plus fortes, pourvu que le montant de l'amende n'excède pas, dans chaque cas, cent dollars, et que le terme d'emprisonnement n'excède pas trois mois.

Délai.

17. Il sera loisible à la cour d'accorder au contrevenant un délai n'excédant pas quinze jours pour acquitter le montant de l'amende infligée et des frais.

Jurisdiction.

18. La Cour du recorder de la cité de Sherbrooke a juridiction pour entendre et juger toute action intentée par la cité de Sherbrooke, soit en vertu du présent article, soit en vertu de tout règlement que cet article autorise pour le recouvrement de ladite taxe, soit du vendeur pour ce qu'il a perçu, soit de l'acheteur, et des amendes imposées par tout tel règlement et par le présent article quel que soit le montant de cette taxe et de ces amendes et quel que soit le lieu du domicile, de la résidence, ou de la place d'affaires du défendeur.

Idem.

La cité de Sherbrooke peut également intenter toute telle action devant la Cour du magistrat du district de Saint-François, quel que soit le lieu du domicile, de la résidence ou de la place d'affaires du défendeur. Telle action sera réputée matière sommaire et les articles 1151 à 1163, sauf le premier alinéa de l'article 1153 du Code de procédure civile, s'appliqueront. Telle action sera aussi entendue par préséance.

Mode de perception.

Sans préjudice des modes qui précèdent, la cité peut également recouvrer ladite taxe soit du vendeur pour ce qu'il a perçu, soit de l'acheteur, en adoptant le mode prévu dans sa charte pour la perception des taxes qui lui sont dues et avec les mêmes privilèges.

Responsabilité pour employés.

19. La vente faite par l'un des employés ou représentant du vendeur est censée faite par le vendeur lui-même. De même

him by this section and by the said by-laws.

15. When an infringement of one of the city's by-law is committed by a company or a corporation, the fine, which the city may impose may be for double the amount of that which may be imposed on another person.

Offence by company.

16. In the case of a subsequent offence, the city may also impose, for each infringement of its by-laws, heavier fines and penalties, provided the amount of the fine do not exceed in each case one hundred dollars and the term of imprisonment do not exceed three months.

Subsequent offence.

17. It shall be lawful for the court to grant to the offender a delay not exceeding fifteen days to pay the amount of the fine imposed and the costs.

Delay.

18. The Recorder's Court of the city of Sherbrooke has jurisdiction to hear and adjudicate upon any action taken by the city of Sherbrooke either in virtue of this section, or in virtue of any by-law authorized by this section, for the recovery of the said tax either from the vendor for what he has collected, or from the purchaser; and the fines imposed by any such by-law and by this section, whatever be the amount of such tax and of such fines and whatever be the place of the domicile, residence or place of business of the defendant.

Jurisdiction.

The city of Sherbrooke may also bring any such action before the Magistrate's Court of the district of St. Francis whatever may be the place of domicile or of residence or the place of business of the defendant. Such action shall be considered as a summary action and articles 1151 to 1163, with the exception of the first paragraph of article 1153, of the Code of Civil Procedure, shall apply. Such action shall also be heard by precedence.

Idem.

Without prejudice to the preceding modes of procedure, the city may also recover the said tax, either from the vendor with respect to the amount collected by him or from the purchaser, by adopting the mode indicated in its charter for the collection of taxes owing to it and with the same privileges.

Mode of levy.

19. The sale made by one of the employees or representatives of the vendor shall be deemed as having been made by

Responsibility for employees.

l'achat fait par l'un des employés ou représentants de l'acheteur est censé fait par l'acheteur lui-même. Dans ces cas, tous les recours, que la cité peut exercer en vertu du présent article ou des règlements que la cité pourra adopter, pourront l'être contre le vendeur ou l'acheteur personnellement, suivant le cas.

Prescription.

20. Le délai de prescription pour toute taxe recouvrable en vertu du présent article est celui fixé par la charte pour les autres taxes. Pour les amendes et pénalités pour infraction au présent article ou aux règlements adoptés par la cité en vertu du présent article, il sera d'un an à compter du jour où l'infraction a été commise.

Indemnité au vendeur.

21. La cité peut indemniser le vendeur jusqu'à concurrence de cinq pour cent du montant de la taxe qu'il perçoit pour le surcroît de travail que la perception et la remise de cette taxe lui occasionnent.

22. Si la perception de cette taxe est faite par le trésorier de la province en vertu d'une ou de plusieurs conventions intervenues entre le trésorier de la province et la cité, cette dernière conserve contre l'acheteur qui a refusé ou négligé de payer la taxe son recours en recouvrement de cette taxe, et cette créance est privilégiée sur les biens et effets mobiliers de l'acheteur et prend le même rang que toute autre taxe personnelle ou mobilière imposée par la cité."

Entrée en vigueur.

10. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

the vendor himself. In the same manner the purchase made by one of the employees or representatives of the purchaser shall be deemed to have been made by the purchaser himself. In such cases, all recourses which the city may exercise under this section or the by-laws which the city may adopt, may be exercised against the vendor or the purchaser personally, as the case may be.

20. The term for the prescription of any tax recoverable under this section is the same as that fixed by the charter for other taxes. For the fines and penalties imposed for the infringement of this section or of the by-laws adopted by the city in virtue of this section, such term shall be of one year from the date when the infringement was committed.

21. The city may compensate the vendor, to the extent of five per cent of the amount collected by him, for the additional work which the collection and the remittance of this tax may cause him.

22. If the collection of this tax is made by the Provincial Treasurer under one or more agreements entered into between the Provincial Treasurer and the city, the latter retains against the purchaser who has refused or neglected to pay the tax its recourse for the recovery of such tax and such claim shall be privileged on the moveables and moveable effects of the purchaser and shall have the same rank as any other personal or moveable tax imposed by the city."

10. This act shall come into force on the day of its sanction.